

RECHERCHE

Universités : le débat sur l'islam radical est-il possible ?

Selon Florence Bergeaud-Blackler, menacée depuis la sortie d'un livre, la situation des chercheurs travaillant sur l'islamisme est inquiétante. Des propos que ne cautionnent pas nombre de ses collègues

Trois plaintes pour « menaces de mort », une pour « injure publique », deux pour « diffamation publique » et un placement sous protection policière : depuis la sortie de son ouvrage *Le Frérisme et ses réseaux*, l'enquête, publié en janvier (Odile Jacob, 416 pages, 24,90 euros), préfacé par Gilles Kepel, la chercheuse Florence Bergeaud-Blackler est la cible de nombreuses attaques, dont elle a saisi la justice. « Je pense être la seule chercheuse du CNRS qui soit menacée, de plus, sur son propre territoire », assurait-elle au *Monde*, le 10 mai, au lendemain de l'annonce du report de la conférence qu'elle devait tenir à la Sorbonne, suspendue par l'université pour des raisons de sécurité.

Le 23 mai, M^{me} Bergeaud-Blackler a été reçue par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et celle de l'enseignement supérieur, Sylvie Retailleau. Sur France Inter, quelques heures avant le rendez-vous, elle évoquait son intention de leur exposer « la situation des chercheurs qui travaillent sur l'islamisme ». « Nous ne sommes plus qu'une poignée, nous sommes démunis. Nous n'avons plus de moyens de recherche, nous ne pouvons plus former d'étudiants, car nous ne pouvons pas les mettre en danger », alertait-elle.

C'est dans le milieu universitaire que les premières flèches ont été décochées. Des chercheurs « proches des milieux fréristes », précisait-elle à propos de l'ex-directeur de recherche du CNRS François Burgat, « ont excité les réseaux sociaux, ce qui a conduit à des menaces plus sérieuses ». Cité une vingtaine de fois dans l'ouvrage de M^{me} Bergeaud-Blackler, ce dernier estime que c'est elle qui l'a attaqué

en premier sur les réseaux sociaux : « Je suis sa cible favorite. Elle a même mené campagne pour que je n'intervienne pas au lycée international [Georges-Duby] de Luyne [un quartier d'Aix-en-Provence, dans les Bouches-du-Rhône]. Je ne m'en suis jamais pris à elle avant qu'elle m'attaque. Des menaces de mort, j'en reçois toutes les semaines et je ne les brandis pas dans la presse. Je me réserve le droit de répondre sur le terrain judiciaire. »

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le principe de « libertés académiques » revêt une valeur constitutionnelle depuis 1984 et le code de l'éducation prévoit que l'université doit garantir la liberté de la recherche et de l'enseignement. Autant de principes qui seraient actuellement bafoués, selon M^{me} Bergeaud-Blackler, qui « tire la sonnette d'alarme » et dénonce « un climat délétère à l'université ».

« PROCHE DES INSTANCES DE POUVOIR »
Le débat académique sur l'islam radical est-il devenu impossible au sein des universités françaises ? Sur le terrain, le propos semble largement exagéré. Ainsi, le 30 mai, treize chercheurs d'horizons et d'obédiances très divers, voire en désaccord, débattaient tranquillement et sans animosité de « la radicalisation sous le sceau de l'islam » dans le cadre d'une journée d'études organisée par l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman dans les locaux de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) en présence du public.

La douzaine de chercheurs interrogés par *Le Monde* condamne unanimement les menaces à l'encontre de Florence Bergeaud-

« IL Y A EU UNE "NEWSISATION" DE QUELQUES NOMS CONNUS. MAIS POUR NOTRE PART, NOUS AVONS UNE LIBERTÉ DE TRAVAIL ET DE RECHERCHE »

VINCENT GEISSER
sociologue et politiste,
chercheur au CNRS



Blackler. Mais ils souhaitent également « pouvoir aller au-delà de l'écumène médiatique et pointer les limites scientifiques d'ouvrages qui donnent, hélas, parfois une caution scientifique à certaines forces politiques de notre pays », comme le déplore Elyamine Settaoui, maître de conférences au Conservatoire national des arts et métiers, auteur de *Penser la radicalisation djihadiste. Acteurs, théories, mutations* (PUF, 2022).

Selon ce chercheur, le champ académique actuel peut être représenté en trois blocs : « Un groupe très mineur, proche des instances de pouvoir », notamment du ministère de l'Intérieur, avec des chercheurs comme Gilles Kepel, Bernard Rougier et Florence Bergeaud-Blackler ; « un second groupe très dominant qui travaille sereinement et sérieusement sur le sujet et, enfin, un pôle plus "militant", très mineur aussi, incarné par François Burgat », décrit-il. Les universitaires du premier groupe, selon M. Settaoui, « refusent parfois le débat académique, car la confrontation en séminaire se fait entre spécialistes connaisseurs de ces sujets qui n'hésiteront pas à critiquer vigoureusement les limites scientifiques ou les biais épistémologiques d'une recherche ». Ce

refus s'accompagne parfois de « présupposés assez déplaisants sur le monde universitaire », vu comme « gangrené » ou « infiltré » par des barbus et des islamogauchistes aux sombres desseins », ajoute le chercheur.

Animateur d'un séminaire à l'Institut de recherches et d'études sur les mondes arabes et musulmans (CNRS/Aix-Marseille Université) intitulé « Islams et musulmans de France », le sociologue et politiste Vincent Geisser estime qu'au niveau institutionnel « il est faux de dire qu'il n'y a pas de recherche possible sur l'islam radical ». Après les attentats de 2015, relate-t-il, le CNRS a financé quelque deux cents projets sur la radicalisation. « Il y a eu une volonté claire d'appeler les chercheurs en sciences sociales à travailler sur la problématique de la radicalisation ou de l'islam radical », conduisant des anthropologues, sociologues, politistes spécialisés sur les radicalités à « faire évoluer leurs terrains et leurs objets de recherche ».

Le ministère de l'enseignement supérieur, après 2015, a ouvert plusieurs dizaines de postes d'enseignant-chercheur consacrés à la question de la radicalisation. Au sommet de l'État, les ministères de la justice et de l'Intérieur se sont entourés d'universitaires, le bu-

Florence Bergeaud-Blackler, une chercheuse au parcours atypique

Alors que les deux premiers ouvrages de l'anthropologue n'ont suscité aucune controverse, son troisième divise la communauté scientifique

Désormais, lorsque l'on parle de Florence Bergeaud-Blackler, on la désigne par ses initiales : « FBB ». C'est la marque d'une notoriété à laquelle elle a accédé sur le tard grâce à son dernier ouvrage sur les Frères musulmans, aux menaces et à la polémique qu'il a suscitées. *Le Frérisme et ses réseaux*, l'enquête (Odile Jacob, 416 pages, 24,90 euros) est son troisième livre. Les deux premiers, consacrés à la question du halal, sont passés relativement inaperçus hors de la sphère universitaire.

« FBB » a un parcours atypique dans le monde de la recherche, qu'elle a rejoint assez tardivement. Elle a commencé sa carrière comme informaticienne dans l'industrie aéronautique. Ce n'est que dans les années 1990 qu'elle entreprend des études de sciences sociales à l'université de Bordeaux. Elle obtient un diplôme d'études approfondies (DEA, devenu master) d'anthropologie, en 1995, puis

enchaine sur un doctorat en sociologie, sous la direction de Didier Lapeyronnie, consacré à « L'institutionnalisation de l'islam à Bordeaux : enjeux sociaux, politiques et économiques de l'implantation du culte musulman dans un espace urbain ».

Par la suite, elle a essentiellement travaillé sur la question du halal et de l'abattage rituel comme symbole et comme marché. Son travail sur le sujet est salué par l'ensemble de ses collègues universitaires, y compris par ceux qu'elle critiquait aujourd'hui. « Elle a fait un travail d'expertise reconnu au niveau européen sur ce sujet-là », relève ainsi Franck Frégosi, directeur de recherche au CNRS, spécialiste de l'islam, et mis en cause dans l'ouvrage de M^{me} Bergeaud-Blackler.

Intégrée par le CNRS en 2013, elle publie *Les Sens du halal. Une norme dans un marché mondial* (CNRS Éditions, 2015) puis *Le Marché halal ou l'invention d'une tra-*

dition (Le Seuil, 2017). Elle devient même invitée régulière dans des congrès de sociologie, se rappelle François Gauthier, sociologue et anthropologue à l'université de Fribourg. Lui-même se souvient de l'avoir invitée à quelques reprises entre 2011 et 2018 à des colloques sur des questions de « néolibéralisme » et d'« islam ».

« Peser sur la prise de décision »
Autour de 2018-2019, les choses changent. Plusieurs chercheurs interrogés, dont beaucoup requièrent l'anonymat tant le sujet est devenu inflammable, notent une approche plus « idéologisée » sur les questions de radicalisme. « Je l'ai fait intervenir devant des magistrats et des personnels de justice de la cour d'appel de Paris dans le cadre de conférences sur la question musulmane », raconte Ariel Planeix, enseignant à Paris-I et à l'EHESS. Son intervention était tout à fait raisonnable et mesurée. Mais c'est à partir de là qu'elle s'est

mise en cheville avec Gilles Kepel et Bernard Rougier et qu'elle a adopté une posture polémique. Outre les enjeux de carrière, j'y vois surtout le désir de peser sur la prise de décision publique. »

Maître de conférences à l'IEP de Lyon, Haoues Seniguer a connu « FBB » en 2015. Les deux faisaient à l'époque partie du groupe Trène dont le but était de « réfléchir et de proposer des moyens d'agir, notamment sur les questions de laïcité et de politiques publiques en lien avec l'affirmation du religieux dans l'espace public ». Les deux ont entretenu des rapports cordiaux jusqu'en 2019. « À partir de 2019, ça commence à se tendre entre nous, car j'ai publié une tribune dans *La Croix* sur le burkini : une invention du marché que portent des femmes, et qui ne dépend pas du magistère islamique. Elle a commencé à mettre mon nom sur les réseaux sociaux comme quelqu'un qui relativise l'islamisme », se rappelle le chercheur.

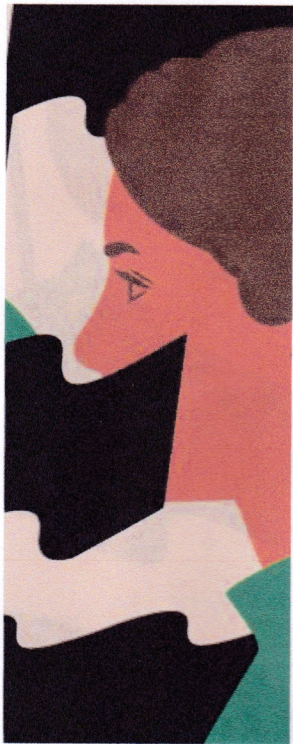
Lors d'un colloque de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Ire-mam) à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) en 2018, M^{me} Bergeaud-Blackler a étonné plusieurs chercheurs présents à l'occasion d'une intervention où elle associait aux Frères musulmans une formule rituelle prononcée à la suite du nom du prophète. « Elle mettait en avant cette phrase comme étant un marqueur de l'influence frériste, alors qu'il s'agit d'une formule assez banale utilisée largement par les musulmans », remarque Franck Frégosi. « Le succès médiatique qui est le sien fait qu'elle est devenue la coqueluche d'un certain milieu », note M. Frégosi qui remarque aussi qu'il existe aujourd'hui en France « une demande d'expertise, mais manifestement orientée et ciblée ».

À propos de son dernier livre sur les Frères musulmans et leurs réseaux, que M^{me} Bergeaud-Blac-

kler présente comme le fruit d'un travail de terrain, M. Planeix est sévère : « C'est étrange qu'elle se présente comme anthropologue alors que son travail relève plus de la sociologie. Dans son livre, elle ne respecte aucune des règles fondamentales de la recherche anthropologique. Je ne lui connais pas de terrain. J'y vois plus un travail de documentation. »

Un confrère ne souhaitant pas être cité y voit plutôt « un livre tout à fait honorable, mais qui pêche par sa définition trop large du frérisme. Pour moi, le frérisme doit se limiter au champ militant et non pas s'étendre aux pratiques sociales. Sinon, tout le monde devient Frère musulman. C'est le même problème que j'ai avec le « djihadisme d'atmosphère », de Gilles Kepel ». Sollicitée, M^{me} Bergeaud-Blackler n'a pas répondu au *Monde*. Gilles Kepel a aussi été contacté sans succès. ■

CHRISTOPHE AYAD
ET SARAH BELOUZEZANE



néanmoins nécessaire travail du chercheur sur un temps long ». Pour lui, M^{me} Bergeaud-Blackler « décreète (...) d'une manière confuse et sur une posture complètement idéologique » que tout signe « de l'appartenance à l'islam et tout attachement aux normes liées à la pratique culturelle ou à la consommation traduit l'appartenance à la "matrice frériste" ».

Si la recherche scientifique semble pour tout fait possible, il est toutefois un point de bascule, lorsqu'un chercheur s'aventure à faire état de ses travaux, quittes à les caricaturer, sur les réseaux sociaux ou à la télévision. « Il y a eu une "CNewsisation" de quelques noms connus. Mais, pour notre part, nous avons une liberté de travail et de recherche », affirme Vincent Geisser, au CNRS. François Burgat, lui, assume sa présence sur les réseaux sociaux : « Cela prend deux ans d'écrire un livre pour démontrer des aberrations qui sont répercutées dans les médias. On ne peut pas rester sans réagir. »

SERVIR UNE FORME DE PRÊT-À-PENSER

Aux antipodes de la réflexion universitaire, l'esprit de « fast thinking » – « prêt-à-penser » – pour combler le temps d'attente crée « les bons et les mauvais clients » à la télévision. « Il y a des travaux de bonne facture qui passent inaperçus, car les travaux "mainstream" sur l'islam radical sont moins sensationnalistes que le voudraient certains médias », atteste M. Settout. « La critique fait partie de la démarche universitaire, complète Ariel Planeix. La validation d'un travail se fait entre pairs. »

Outre la grisaille de l'écho médiatique, il y a « la tentation de côtoyer le pouvoir et de se transformer en conseiller du prince », souligne M. Planeix. Il faut alors servir aux politiques une forme de prêt-à-penser transformable en politique publique. Et se battre pour tenir sa position au sein de la citadelle universitaire.

Florence Bergeaud-Blackler a choisi de se placer sous l'égide de Gilles Kepel, qui s'approprie à quitter sa chaire à l'Ecole normale supérieure pour partir à la retraite. Contactés par *Le Monde* dans le cadre de cette enquête, aucun des deux n'a donné suite. « Elle a peut-être le sentiment d'avoir préché dans le désert pendant trente ans, sans que ses recherches ne soient reconnues à leur juste valeur, ce qui peut expliquer dans ce livre une volonté affirmée de démontrer quelque chose, d'avantage qu'une simple volonté de mettre en exergue certaines tendances », suggère Géraldine Casutt, chercheuse associée au Centre suisse islam et société, à l'université de Fribourg.

Emblématique de l'apreté des débats lorsqu'ils prennent une tournure publique, la querelle entre Olivier Roy, tenant d'une « islamisation de la radicalité », et Gilles Kepel, adepte d'une « radicalisation de l'islam », entretenue par tribunes interposées, mais sans jamais déborder dans l'attaque ad hominem. « On voudrait absolument que nous nous positionnions dans un camp ou dans l'autre – qui demeurent en réalité complémentaires –, sauf que la jeune génération de chercheurs sur l'islamisme ne le souhaite pas forcément », assure l'historienne spécialiste de l'idéologie islamiste, chargée de cours à Sciences Po Paris, Anne-Clémentine Larroque.

L'autrice du *Trou identitaire. Sur la mémoire refoulée des mercenaires de l'islam* (PUF, 2021) investigate le champ des Frères musulmans, des salafites, des tablighis ou des djihadistes. Depuis 2016, elle est analyste auprès de magistrats pour le ministère de la justice et participe, à ce titre, à des interrogatoires pour documenter le parcours de terroristes. « Par rapport à mes écrits publiés, je n'ai jamais eu de problème, ni avec l'institution ni avec les mis en examen sur lesquels je travaille. On peut écrire assez librement, mais tout dépend de la tonalité employée, explique-t-elle. Ce doit être un exercice d'explication précautionneux lié à l'observation et à l'analyse du réel. »

« Vous ne me verrez jamais écrire une tribune ou signer une pétition en faveur ou contre le rapatriement d'Irak et de Syrie des femmes et des enfants, car ce n'est pas mon rôle de chercheuse », prévient Géraldine Casutt. Spécialiste du djihadisme féminin, elle participe à de nombreux échanges avec ses homologues français. « Je n'ai pas activement politisé ma recherche et le fait qu'elle puisse devenir politique après ne m'appartient pas. Je mets à disposition mes analyses pour permettre de mieux appréhender un phénomène », décrit-elle. « On peut décrire un phénomène pernicieux, comme la façon dont les Frères musulmans envahissent toute la sphère sociale en Egypte, à l'instar de Sarah Ben Nefissa, sans être dans la condamnation ou l'anathème, renchérit Ariel Planeix. J'ai moi-même organisé un colloque sur la critique de la religion en terre d'islam sans avoir été menacé par qui que ce soit. Il reste que les menaces de mort sont inadmissibles et que la sécurité de M^{me} Bergeaud-Blackler doit être assurée par les forces de police. » ■

CHRISTOPHE AYAD,
SARAH BELOUTZANE
ET SOAZIG LE NEVÉ

« Le Frérisme et ses réseaux », un livre entre vulgarisation et engagement

La chercheuse Florence Bergeaud-Blackler donne une définition si large de la confrérie que tout conservatisme islamique y est assimilé

LE TRAVAIL MANQUE D'HISTORICITÉ PUISQU'IL PRÉSENTE LA DOCTRINE DES FRÈRES COMME UN BLOC IMMUABLE

Dès son préambule, Florence Bergeaud-Blackler prend soin de parer l'accusation de complotisme. Signe qu'elle se doutait que son ouvrage ne manquerait pas de soulever controverses et polémiques. Le titre, *Le Frérisme et ses réseaux*, l'enquête (Odile Jacob, 416 pages, 24,90 euros), indique que le livre recèle des révélations, fruits d'une investigation qui se veut approfondie.

Afin de planter le décor, l'autrice résume, dans une première partie de trente-cinq pages, l'histoire de la confrérie des Frères musulmans, de sa naissance, en 1928 en Egypte, au début des années 1980, période charnière car, selon elle, ces années ont vu le début de l'internationalisation du mouvement. C'est très court par rapport, par exemple, à l'ouvrage de référence d'Olivier Carré et Gérard Michaud (le pseudonyme du sociologue Michel Seurat, ancien otage au Liban mort en captivité en 1986), *Les Frères musulmans*, 1928-1982 (Gallimard/Julliard, 1983).

Surtout, le travail manque totalement d'historicité puisqu'il présente la doctrine des Frères comme un bloc immuable, alors que les années de persécution sous Nasser ont considérablement

durci la doctrine de certains éléments comme Sayyid Qutb, qui est à la limite du djihadisme. Tandis que d'autres plaident pour une ouverture et une démocratisation.

Le livre débute vraiment là où Carré et Michaud s'étaient arrêtés, au début des années 1980, lorsque la répression en Syrie et en Egypte et le boom pétrolier poussent des têtes pensantes du mouvement à émigrer soit dans les monarchies du Golfe, soit vers l'Europe et les Etats-Unis. Terres de refuge, ces contrées vont rapidement se transformer en terres de mission. Cette histoire aussi est connue.

Selon Florence Bergeaud-Blackler, profitant des espaces de dialogue interculturels ouverts par une Europe naïve, la confrérie aurait investi tout le champ de l'islam institutionnel en se présentant comme la garante d'une

voie pieuse et modérée, avant de passer à l'offensive pour modifier de l'intérieur les valeurs occidentales dans un sens favorable à sa vision de la société, de l'Etat et de la religion, qui forment un tout. Il s'agirait d'islamiser la connaissance et de plier la science à la foi, de subvertir l'histoire en invoquant le paradigme colonial, et d'user des libertés individuelles pour imposer des normes communautaires conservatrices, comme le voile, le halal, la séparation des sexes, etc.

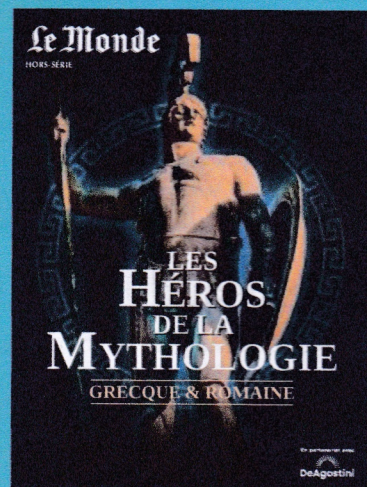
La définition du frérisme adoptée par l'autrice est si large que tout conservatisme islamique, y compris ce qui relève de la tradition culturelle, y est assimilé. Ce faisant, elle rate son objet, qui est bien plus une « salafisation » de l'islam que sa « frérification ». Le salafisme est en nette hausse, là où le frérisme, qui croit en l'action politique, est dépassé dans un Occident en dépolitisation accélérée.

Plus grave est la liste qu'elle dresse des « alliés objectifs » du frérisme : militants décoloniaux, écologistes, gauchistes, universitaires. M^{me} Bergeaud-Blackler, qui s'estime menacée par ses prises de position, dresse elle-même une liste à l'attention de l'extrême droite. ■

C.A.

UN HORS-SÉRIE

Le Monde



TOUS LES SECRETS DES HÉROS GRECS ET ROMAINS

Dans ce hors-série superbement illustré, redécouvrez les mythes des héros tels que Hercule, Ulysse, Médée, Athéna. Source d'inspiration des plus grands artistes et écrivains, les récits de leurs vies sont la métaphore et la clé pour mieux comprendre le sens profond de l'existence. Un héritage qui traverse le temps.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ET SUR LEMONDE.FR/BOUTIQUE

124 PAGES - 10,99 €

reau des cultes de la Place Beauvau disposant d'un conseil scientifique composé « à 100 % de chercheurs », poursuit M. Geisser.

Le développement de la recherche en islamologie apparaît comme un enjeu de société, comme le montre l'inauguration, en novembre 2022, par Emmanuel Macron de l'Institut français d'islamologie, promis deux ans plus tôt. « Je pourrais tenir une année de séminaire rien que sur les chercheurs qui travaillent sur les Frères musulmans », ironise Ariel Planeix, anthropologue, enseignant et chercheur associé à Paris-Panthéon-Sorbonne. Une bibliographie de la radicalisation publiée par le site Hypothèses recense 253 chercheurs sur la radicalisation islamiste ; Florence Bergeaud-Blackler n'en fait pas partie.

« PAS DES POSITIONS SCIENTIFIQUES »

Maître de conférences en sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Lyon, Haoues Seniguer, qui s'est déjà opposé à Florence Bergeaud-Blackler par le passé, est lui aussi formel : « Il y a une quantité innombrable de chercheurs attachés à plusieurs institutions qui travaillent en toute tranquillité sur le sujet. » Lui-même, spécialiste des rapports entre islam et politique, et donc amené à traiter des questions de radicalité, estime s'y employer sans problème. Voilà dix ans qu'il propose à ses étudiants de Sciences Po « une approche sociohistorique du fait islamique », évoquant « les fondations de l'islam et de l'islamisme », « des excroissances radicales de l'islam », sans difficulté avec les étudiants. « Je ne dis pas que c'est toujours facile, il y a des discussions, mais quand on fait preuve de bienveillance et d'honnêteté intellectuelle, on arrive à faire passer tous les messages », précise-t-il.

Lui reproche d'ailleurs à M^{me} Bergeaud-Blackler d'avoir quitté le domaine de la science pour rejoindre celui des opinions : « On peut parler d'un islam de violence, mais à la condition que l'on sache ce dont on parle vraiment. Le plus simple pour elle serait de dire qu'elle assume des positions politiques, mais pas des positions scientifiques. » François Burgat renchérit : « Elle dit quel est le bon islam et le mauvais. Ce n'est pas sérieux. »

Accusé dans l'ouvrage de Florence Bergeaud-Blackler d'être encore dans le « giron de la matrice » des Frères musulmans qu'il assure avoir quittée en 2004, Omero Marongiu-Perria, sociologue de l'ethnicité et spécialiste de l'islam, a eu l'occasion de travailler avec elle. Dans une lettre ouverte au monde universitaire, il rappelle ainsi leurs diverses collaborations dans le détail et regrette que l'attitude de sa consœur « s'apparente à celle de chercheurs qui, depuis pas mal d'années, publient des travaux sur des acteurs qu'ils n'ont jamais interrogés, sur des terrains qu'ils ont à peine visités, privilégiant l'analyse des "traces" laissées dans les médias ou sur les réseaux sociaux au détriment du long et